



45, rue Kléber  
92300 Levallois-Perret

## FRANCE ACTIVE

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

## **FRANCE ACTIVE**

Association sans but lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 3 rue Franklin 93100 Montreuil

SIREN : 344 891 668

# **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association FRANCE ACTIVE,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRANCE ACTIVE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 16 juin 2025

DocuSigned by:  
  
3DCD59F6CF01441...

Jérôme Eustache

Associé

# Comptes annuels

## France Active

3 rue Franklin

93100 Montreuil

0153242626

**Du** 01/01/2024 **au** 31/12/2024

## Sommaire

### Page de garde FA

FA Introduction

Bilan Actif

Bilan Passif

Compte de résultat

Compte de résultat suite

Annexes

### Page de garde ANNEXES

Immobilisation

Amortissements

Immobilisation Financière

Provisions

Etat des échéances des créances et des dettes

Charges à payer

Produits à recevoir

Charges et produits constatés d'avance

Variation FA et autres fonds P1

Variation FA et autres fonds P2

Variation fonds dédiés

Tableau des subventions d'investissements

Charges et Produits exceptionnels

Tableau des ressources

Hors Bilan

## ANNEXE DES COMPTES ANNUELS ARRETES AU 31/12/24

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 54 441 640 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 232 439 euros avant affectation.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

=====

**BILAN ACTIF**

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	9 852 697	7 072 726	2 779 971	2 256 020
Immobilisations incorporelles en cours	117 596	22 430	95 166	880 139
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	740 443	269 183	471 260	551 370
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	9 422 155		9 422 155	7 387 783
Autres titres immobilisés	457		457	457
Prêts	20 925		20 925	20 925
Autres	12 286 285	2 411 349	9 874 936	11 983 442
<b>TOTAL I</b>	<b>32 440 558</b>	<b>9 775 688</b>	<b>22 664 871</b>	<b>23 080 137</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	782 010		782 010	2 854 836
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	13 402 133		13 402 133	14 405 730
Valeurs mobilières de placement	12 999 523		12 999 523	8 292 210
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 255 235		4 255 235	7 796 671
Charges constatées d'avance	337 869		337 869	336 214
<b>TOTAL II</b>	<b>31 751 892</b>		<b>31 776 770</b>	<b>33 685 661</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>64 192 450</b>	<b>9 750 810</b>	<b>54 441 640</b>	<b>56 765 798</b>



**BILAN PASSIF**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 702 098	3 702 098
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	19 789 093	19 767 636
Ecart de réévaluation	17 031	17 031
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	9 624 346	9 414 518
Autres		
Report à nouveau	5 196 912	4 990 776
Excédent ou déficit de l'exercice	232 439	415 964
Situation nette (sous total)	38 561 919	38 308 023
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	413 818	512 519
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>38 975 738</b>	<b>38 820 541</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>TOTAL I bis</b>		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	3 006 196	2 217 670
Provisions pour charges	41 192	36 358
<b>TOTAL III</b>	<b>3 047 388</b>	<b>2 254 028</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 300 340	
Emprunts et dettes financières diverses	395 788	395 788
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	632 625	267 408
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	400 412	213 835
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 752 806	8 638 928
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	3 936 544	6 175 269
<b>TOTAL IV</b>	<b>12 418 514</b>	<b>15 691 229</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)</b>	<b>54 441 640</b>	<b>56 765 798</b>

## COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	21 050	22 520
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 598 754	604 661
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	9 968 545	11 030 189
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	1 227 691	786 620
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		6 465
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 294 466	3 925 895
<b>TOTAL I</b>	<b>16 110 506</b>	<b>16 376 350</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	7 538 713	7 530 530
Aides financières	5 895 559	6 217 342
Impôts, taxes et versements assimilés	160 272	75 081
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 338 169	1 113 060
Dotations aux provisions	506 145	736 950
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	179 160	205 436
<b>TOTAL II</b>	<b>15 618 017</b>	<b>15 878 398</b>
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>492 489</b>	<b>497 952</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	390 142	241 078
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	247 810	1 339 611
Différences positives de change		0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>637 952</b>	<b>1 580 689</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	400 430	1 456 226
Intérêts et charges assimilées	278 879	224 222
Différences négatives de change	1 257	717
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>680 566</b>	<b>1 681 166</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>(42 615)</b>	<b>(100 476)</b>

**COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS ( I - II + III - IV)</b>	<b>449 875</b>	<b>397 476</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	98 700	132 538
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>98 700</b>	<b>132 538</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	143	6 000
Sur opérations en capital	134 556	23 208
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>134 699</b>	<b>29 208</b>
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI)</b>	<b>(35 999)</b>	<b>103 330</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	181 437	84 842
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>16 847 158</b>	<b>18 089 578</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>16 614 718</b>	<b>17 673 614</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>232 439</b>	<b>415 964</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	12 764	220 655
Bénévolat	10 167	11 458
<b>TOTAL</b>	<b>22 930</b>	<b>232 113</b>
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	(12 764)	(220 655)
Personnel bénévole	(10 167)	(11 458)
<b>TOTAL</b>	<b>(22 930)</b>	<b>(232 113)</b>

## **I. INFORMATIONS GENERALES - FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

### **1.1 Présentation de l'objet social de l'association**

L'association a pour objet de donner aux entrepreneurs engagés au service de l'utilité sociale, de l'emploi et des territoires, les moyens de créer et de développer leur projet.

L'association participe ainsi au développement de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.

L'association anime le réseau France Active, composé d'associations territoriales et de structures nationales qui contribuent, chacune dans le respect de leurs statuts et de leurs contraintes propres, à la réalisation de l'objet social de l'association.

L'apport des concours nécessaires à la réussite de ces initiatives s'appuie sur la confluence des compétences professionnelles et humaines des associations, des instruments financiers, des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et leurs établissements publics.

### **1.2 Présentation de la nature et du périmètre des activités de l'association**

L'activité principale de l'association France Active est l'accompagnement et l'expertise financière de projets économiques et d'utilité sociale menés pour des personnes morales ou physiques relevant de son public cible.

Cette activité d'intérêt général intègre, pour les bénéficiaires des actions associatives, la recherche et la mise en place de financements qui permettront de faire naître ou de développer les projets (via des outils financiers solidaires adaptés : Garantie pour l'octroi de prêts bancaires, Contrats d'apport pour les structures associatives d'utilité sociale...).

France Active initie ses outils d'intervention financière puis les déploie au sein de son réseau. Les comptes annuels de l'association sont donc fortement impactés par les relations que l'association entretient avec son réseau (associations indépendantes dites Associations Territoriales, AT).

Pour mener à bien son projet associatif, France Active a créé des outils juridiques et techniques, les sociétés FAG, FAI et l'association FAFI.

A noter par ailleurs qu'elle bénéficie de la mise à disposition du personnel du groupement d'employeurs France Active (GEFA) dont elle est l'un des membres.

### **Traduction comptable au bilan**

Les outils financiers d'intervention de France Active (directs ou via les AT) figurent à l'actif du bilan au poste « Immobilisations financières ».

Les ressources obtenues pour financer ces outils figurent au passif du bilan en fonds associatifs en fonction de la nature du financement (subventions, apports affectés alloués par les partenaires

publics et privés de l'association). Ce mode de comptabilisation permet de présenter une structure de bilan cohérente et équilibrée.

Les dispositifs d'accompagnements partenariaux nationaux ou locaux gérés pour le compte des partenaires publics figurent en autres dettes (ou autres créances), les flux financiers reversés aux tiers bénéficiaires étant inscrits dans des comptes de tiers 46.

### **Traduction comptable au compte de résultat**

Les interventions financières de l'association France Active auprès de son public sont gratuites. Les cotisations des associations territoriales pour la vie associative restent « symboliques ».

Les outils financiers sont développés et ne peuvent être renouvelés que grâce aux dotations des fonds que l'association sollicite et reçoit de ses partenaires publics et privés. Aussi, la stratégie de financement de France Active implique une recherche permanente pour l'octroi ou le renouvellement, par les partenaires, de fonds affectés aux outils financiers. Les financements ainsi obtenus font l'objet de conventions signées avec les partenaires qui souhaitent soutenir et développer les actions menées. Les fonds alloués à France Active sont souvent affectés à des outils financiers particuliers. Ainsi, il a été considéré que les financeurs ont un droit de reprise sur ces fonds qui serait déclenché par la cessation de l'affectation des sommes allouées à leur objet.

Compte tenu des modalités de mise en œuvre du projet associatif, des contraintes de fonctionnement, l'association France Active, sauf dispositions contractuelles contraires, n'a pas l'obligation de renouveler les outils financiers. Les subventions, les contrats d'apports et les autres fonds accordés pour ces outils sont alors regardés comme destinés à financer des biens financiers non renouvelables par l'association.

Le compte de résultat de France Active est donc principalement impacté par les expertises financières, les suivis opérationnels et administratifs liés aux outils financiers et par les risques découlant du non-respect des engagements pris vis-à-vis des partenaires financeurs.

Aussi, concernant les pertes et les provisions des outils financiers portés à l'actif du bilan de l'association France Active :

Lorsque l'outil est non renouvelable par l'association et financé par un fonds avec droit de reprise, le compte de résultat n'est pas impacté. L'irrecouvrabilité (perte) ou la dépréciation de l'outil financier inscrit à l'actif a pour contrepartie directe la consommation du fonds au passif, sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision).

Lorsque l'outil financier est renouvelable par l'association (existence d'une disposition contractuelle spécifique) et/ou couvert par des financements sans droit de reprise, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

La partie 3 de l'annexe apporte toute information chiffrée relative aux pertes et aux dépréciations de l'exercice.

### 1.3 Faits majeurs de l'exercice

Le réseau France Active a traversé l'année 2024 dans un environnement contraint : la sortie de crise covid avec notamment la nécessité pour les entreprises de rembourser les aides publiques déployées dans la période se cumule à un climat économique compliqué : croissance atone, inflation, augmentation des taux et politique de risque plus restrictives de la part des banques. A cela s'ajoute la perspective d'une raréfaction des financements publics.

France Active continue d'investir pour l'avenir en déployant un plan d'investissement moyen terme initié en 2023. Ce plan permet d'accompagner le réseau et de procéder à une nouvelle évolution du système d'informations.

À cet effet, un financement bancaire a été contractualisé en 2024 auprès de deux partenaires.

France Active a aussi lancé en 2024 le process de renouvellement de son projet stratégique à horizon 2030.

## II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 2.1 Conventions Générales comptables appliquées

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements :

- ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général
- ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif complété par l'ANC n°2020-08

#### Hypothèses de base

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices.

#### Permanence des méthodes

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 Changements de méthodes et de présentation, de modalités d'application

Absence de changement de méthode.

2.3 Evènements postérieurs à l'arrêté

L'exercice 2025 a démarré sans visibilité budgétaire.

Depuis fin février 2025, la France s'est dotée d'un budget dans un contexte fortement contraint entre dette publique et évolution des conflits en Europe.

Dans cet environnement, France ACTIVE poursuit son activité au regard de son objet social et en lien avec ses différents partenaires publics et privés.

La continuité d'exploitation de l'association n'est pas remise en cause.

Toutefois, la situation est extrêmement évolutive et, à ce stade, il n'est pas possible d'en estimer tous les potentiels impacts.

2.4 Informations à caractère fiscal

L'Association est soumise en partie aux impôts commerciaux uniquement sur le secteur lucratif correspondant aux refacturations intra-groupe et les prestations de formation. Pour ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées, le SIE ne remet pas en question la non-lucrativité et donc la non-imposition aux impôts commerciaux.

La situation fiscale actuelle de l'association est la suivante :

Impôt sur les sociétés au taux réduit	
Impôt sur les sociétés au taux normal	
Taxe à la Valeur Ajoutée	
Taxe d'habitation	N/A
	N/A
CFE	
Taxe d'apprentissage	N/A

Taxe sur les salaires	N/A
-----------------------	-----

L'administration fiscale a considéré que France Active pouvait être considérée comme un organisme d'intérêt général et était en mesure de délivrer des reçus fiscaux ouvrant droit à réduction d'impôt pour ses donateurs.

**La sectorisation de l'activité lucrative de gestion des titres**

Afin de permettre la gestion de ses participations dans des structures commerciales, sans remise en cause de sa non-lucrativité, l'association a procédé à la sectorisation de la gestion de ses titres de participation. L'activité de gestion de titres n'étant pas prépondérante.

**2.5 Informations attestant le respect des conditions fixées par l'agrément des entités solidaires**

Au titre de l'article b) de l'article L. 443-3-1 du code du travail, l'association a demandé un agrément en qualité « d'entreprise solidaire ».

En application du dernier alinéa de l'article L. 443-3-1 du code du travail, il convient d'indiquer dans la présente annexe que les conditions fixées pour obtenir cet agrément sont toujours respectées à la fin de l'exercice (nature juridique de l'entité solidaire et niveau de rémunération).

**III. NOTES SUR LE BILAN**

**3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles**

✧ Cf. Tableaux des immobilisations et Tableaux des amortissements

**RÈGLES COMPTABLES RELATIVES À LA DÉFINITION, À LA VALORISATION ET LA DÉPRÉCIATION DES ACTIFS :**

Elles sont conformes aux récents règlements du Comité de la Réglementation Comptable.

**ABSENCE D'IMMOBILISATIONS DÉCOMPOSABLES :**

L'analyse de chaque catégorie d'immobilisations n'a pas fait ressortir d'immobilisations ayant un caractère décomposable, c'est-à-dire une immobilisation qui possède un ou plusieurs éléments significatifs dont la durée d'utilisation est différente de la structure principale de l'immobilisation.

**OPTIONS PRISES POUR LE TRAITEMENT DES ACTIFS :**

NATURE DES ACTIFS	ENTITE NON CONCERNEE (1)	INSCRIPTION À L'ACTIF	COMPTABILISATION EN CHARGES
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles	X		
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières	X		
Coûts de développement		X	



Coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actifs	X		
(1) : France Active n'était pas concernée par cette catégorie d'actif en 2010, l'option n'a pas été prise			

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

#### MODALITÉS D'AMORTISSEMENT RETENUES :

L'association ne dépassant pas les seuils de présentation simplifiée de l'annexe comptable (total du bilan, montant net des ressources, nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice) et n'ayant pas d'immobilisations décomposables, il a été fait usage de la mesure de simplification comptable relative aux amortissements des immobilisations non décomposables. Cette mesure consiste à retenir, dans les plans d'amortissement de ce type d'immobilisations, la durée d'usage, au lieu de la durée réelle d'utilisation.

Par ailleurs, compte tenu de la politique d'utilisation maximale des immobilisations avec une mise au rebut des immobilisations obsolètes, des durées d'amortissements retenues, aucune valeur résiduelle n'a été prise en compte dans les bases d'amortissement.

Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire (L) ou le mode dégressif (D). Conformément au Plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté. Les taux pratiqués sont les suivants :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	MODE (L/D)	DURÉE
Autres immobilisations incorporelles – Logiciels	L	1 à 5 ans
Installations générales agencements, aménagements divers	L	5 à 10 ans
Matériel de bureau	L	3 à 5 ans
Matériel informatique	D	3 à 5 ans
Mobilier	L	5 à 10 ans

## Participations

### ✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le poste « Participations » comporte principalement, à la fin de l'exercice, les titres détenus dans le capital de la S.A.S. FRANCE ACTIVE INVESTISSEMENT et celui de la S.A. FRANCE ACTIVE GARANTIE.

Il convient de noter que la dotation de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'acquisition des titres de la S.A.S. FAI. figure en fonds associatif avec droit de reprise pour respecter les termes de l'acte. En revanche, les dons obtenus et affectés à l'acquisition de ces mêmes titres sont inscrits dans les fonds associatifs sans droit de reprise.

## Lignes de Garanties

### ✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

#### **GARANTIE FAG**

La garantie FAG est un outil d'intervention qui a pour objectif de lutter contre l'exclusion bancaire via la mise en place de garanties d'emprunts. Les garanties sont proposées par France Active et un AT mais elles sont délivrées par la société FAG.

Cet outil est financé sur fonds propres ou via des subventions.

Les dotations versées par l'association France Active à la société FAG sont inscrites à l'actif en immobilisations financières. Les financements affectés sont inscrits au Passif en fonds associatifs avec ou sans droit de reprise.

Pour permettre de traduire en comptabilité la situation juridique des engagements contractualisés auprès de FAG et des risques pris en matière de garanties, l'association France Active comptabilise en charges, les sinistres et les commissions BPI, provisionne les défaillances et constate les produits financiers générés par les dépôts auprès de FAG. Pour être cohérent avec l'inscription en immobilisations financières des dotations des lignes de garantie, les pertes et les dépréciations liées sont de nature financière.

#### **GARANTIE FRANCE ACTIVE**

L'outil « Garantie FA » a été mis en œuvre avant la création de la société FAG. Les garanties étaient directement délivrées par l'association France Active.

Les lignes de garanties sont mises en œuvre avec les AT et leurs partenaires. La co-dotation France Active est financée sur fonds propres. Les co-dotations des AT et de leurs partenaires sont inscrites au passif du bilan en compte 165 - Dépôts. Il n'y a aucune inscription à l'actif en immobilisations financières. La contrepartie est la trésorerie reçue et l'engagement hors bilan de FA (sa co-dotation).

L'annexe des comptes annuels fournit ci-après (en partie 3) une information sur les engagements hors bilan de France Active vis-à-vis des garanties accordées.

L'outil financier Garantie France Active est couvert par des financements propres, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

## Contrats d'apports associatifs

### ✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le « Contrat d'Apport Associatif » est un outil d'intervention qui a pour objectif de renforcer les fonds propres d'associations d'utilité sociale créant ou pérennisant des emplois ... » (destiné à financer les investissements et le besoin en fonds de roulement liés à la création ou au développement de l'association bénéficiaire). Il consiste en l'octroi d'un apport en fonds associatif avec droit de reprise mise en place directement par France Active (initialement) ou via son Réseau France Active.

Inscrits en immobilisations financières, les contrats d'apport ont pour contrepartie, au passif en fonds associatifs, des subventions et des contrats d'apports faisant l'objet de conventions de financement. Il convient de noter que certains contrats d'apport ont été consentis sur les fonds propres de l'association France Active.

Concernant les pertes et les dépréciations sur ces outils d'intervention, considérés comme non renouvelables par l'association France Active, la règle générale présentée ci-avant s'applique :

- Les dépréciations et les pertes sur les contrats d'apports consentis sur fonds propres impactent le résultat de l'association.
- Pour les contrats d'apport financés par des fonds associatifs avec droit de reprise, l'irrecouvrabilité (perte) ou la dépréciation ont pour contrepartie directe la consommation des fonds associatifs les finançant (inscrits au passif), sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision). Depuis 2010, l'évaluation des dépréciations sur les contrats d'apport associatifs a été affinée, notamment sur les contrats d'apport co-dotés. Ainsi, ces contrats ont été provisionnés sur la base du rapport entre la co-dotation versée par FA et le total des co-dotations reçues par le Fonds territorial gestionnaire des contrats d'apport.

## 3.2 Fonds propres, Réserves, Résultats

### ✧ Cf. Tableaux de variation des fonds associatifs et autres fonds

France ACTIVE a bénéficié, dans le cadre du dispositif PRS (Prêt Relève Solidaire), de nouveaux fonds propres avec droits de reprise pour un montant total de 7 765 K€.

Ces fonds sont restituables au terme de la convention soit au plus tard le 30 juin 2025, déduction faite du montant des sinistres éventuels,

Le droit de reprise pourra être exercée en cas d'utilisation des fonds non conforme à l'objet défini dans la convention (article 3) ou en cas de dissolution de l'association France ACTIVE.

### 3.3 Emprunts et dettes financières diverses

#### ✧ Cf. Etat des échéances des dettes

Dans le cadre de l'activité de garantie qui était initialement réalisée directement par l'association France Active, sont regroupés dans le poste « emprunts et dettes financières » :

**Les cautions pour mutualisation des sinistres :** Dans ce compte de mutualisation était inscrit l'ensemble des sommes retenues aux contractants de prêts lors de l'accord de garantie par France Active.

**Les dépôts des associations territoriales pour la constitution des fonds de garantie :** Il s'agit de l'ensemble des dotations au fonds de garantie, augmentées des intérêts arrêtés au 31 décembre et nettes des sinistres éventuels et des commissions BPI.

### 3.4 Provisions inscrites au bilan

#### ✧ Cf. Tableaux des provisions inscrites au bilan

#### Les provisions pour dépréciation des autres immobilisations financières

Elles concernent les immobilisations découlant des activités financières effectuées sur fonds propres de l'association. Le traitement comptable de ces provisions pour dépréciation a été ci avant exposé (§ 1.2 et 2.2).

#### Les provisions pour risques et charges

La comptabilisation des provisions pour risques et charges a été effectuée dans le respect du règlement ANC 2018-06 et des conditions stipulées par le Plan Comptable Général du règlement CRC n°2000-06 relatif aux passifs et aux provisions pour risques et charges.

Les provisions pour risques et charges s'analysent en :

- Provision relative à l'activité de garantie gérée par France Active en direct. La provision est évaluée à 100 % du risque final pouvant être supporté par France Active, dès que les organismes bancaires informent l'association des difficultés de recouvrement sur les prêts bancaires garantis (notations des risques encourus).
- Provisions sur les lignes de garantie gérées par le Crédit Coopératif au titre des E.T.T.I. en partenariat avec les organismes C.N.E.I. et C.O.O.R.A.C.E. : France Active prend en charge 12,5 % des sinistres constatés.
- Une provision est dotée à concurrence de 12,5% du plafond de risque sur les encours douteux signalés par le Crédit Coopératif et ce, dans la limite de 143 871 € par garantie accordée.
- Provision pour risque sur la subvention accordée par le FSE pour l'exercice 2020 et 2019 a été constituée à hauteur de 20% du montant contractualisé. La provision sur les subventions FSE Professionnalisation 2016 à 2018 s'élève à 20% du montant compte tenu de l'état d'avancement de traitement des subventions.
- La programmation FSE 2021-2022.
- La programmation Acces + V1 et V2.
- La provision pour indemnité de fin de carrière.

### 3.5 Fonds dédiés

#### ✧ Cf. Tableaux de suivi de fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan en « fonds dédiés ». Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Avec cette technique, les ressources non consommées sont « neutralisées » dans le compte de résultat et ne sont donc pas des éléments constitutifs d'excédents.

### 3.6 Dettes

#### ✧ Cf. Etat des échéances des dettes et Détail des dettes et des charges à payer

Principalement, nous relevons :

- Le poste « Dettes fournisseurs » qui enregistre les factures d'achats non réglées au 31 décembre 2024 et les factures fournisseurs non reçues, mais qui concernent des dépenses qui sont à rattacher à l'exercice clos,
- Le poste « Dettes fiscales et sociales » comporte essentiellement les impôts commerciaux,
- Le poste « Autres dettes » regroupe essentiellement des billets à ordre, des remboursements à effectuer à des financeurs, aux structures partenaires dans le cadre des activités menées, le provisionnement des loyers, ainsi que des subventions à verser aux AT.

### 3.7 Créances

#### ✧ Cf. Etat des échéances des créances et Détail des créances et des produits à recevoir

Principalement, nous relevons :

- Les subventions publiques et privées restant à recevoir,
- Les créances sur les structures partenaires (FAG, FAFI, FAI)

## IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 4.1 Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations appelées par l'association France ACTIVE correspondent à des cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale et la réception de publication. Elles sont comptabilisées en produit sur la base de l'appel de cotisation annuel réalisé.

### 4.2 Participation aux frais de fonctionnement du groupement d'employeurs GEFA

#### ✧ Responsabilité et solidarité entre membres du groupement

France Active, membre utilisateur adhérent du groupement d'employeurs, est responsable, pour chaque salarié mis à disposition, des conditions d'exécution du travail telles que déterminées par les dispositions légales en vigueur, la convention collective applicable au sein du Groupement (durée du travail, repos hebdomadaire, jours fériés et liés à la réduction du temps de travail, à l'hygiène et à la sécurité, accidents du travail...). Conformément à la loi du 25 juillet 1985, tous les membres du Groupement sont solidairement responsables des dettes salariales et sociales du Groupement.

#### ✧ Incidences comptables et impact sur la présentation des comptes annuels

Compte tenu de la responsabilité vis-à-vis des salariés et de la solidarité qui demeurent à l'égard des membres d'un groupement d'employeurs utilisateurs (cf. ci-dessus), les contributions financières versées à GEFA ont été ventilées et inscrites dans les comptes de France Active en fonction de la nature des dépenses couvertes.

Ces modalités d'enregistrement ont pour conséquence de ventiler la contribution versée par chaque membre du groupement, à raison de l'utilisation réelle des moyens humains mis à sa disposition et des coûts réels supportés par le groupement, dans le poste « Autres achats et Charges externes » du compte de résultat.

#### ✧ Répartition des frais de fonctionnement

La répartition des frais de fonctionnement du groupement d'employeurs, pour l'exercice, entre France Active, FAI, FAG et FAFI a été effectuée, conformément aux statuts et au règlement intérieur du groupement, et selon des modalités fixées lors des réunions de ses organes directeurs. France Active, FAI, FAG et FAFI ont pris acte de cette répartition.

### 4.3 Traitement des participations aux frais communs

#### ✧ Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association - Tableaux de variation des fonds associatifs et autres fonds -

Avec ses outils techniques et juridiques (FAG, FAI, FAFI), France Active partage des moyens techniques et des locaux. A ce titre, l'association reçoit des participations de frais commun

réglées à l'euro des structures FAI, FAG et FAFI. Ces participations sont inscrites dans le poste « autres produits d'exploitation ».

#### **4.4 Traitement des conventions de financement**

##### **✧ Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association**

**LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT** : Elles sont comprises dans les produits de l'association lorsque cette dernière a reçu une notification d'un partenaire financier et/ou une convention de financement a été signée entre les parties. Dans le cas où il existerait des conditions suspensives, les subventions ne sont enregistrées en produits qu'à la levée de ces conditions.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'association sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ».

##### **Les subventions de fonctionnement permettent de financer notamment :**

**L'ACTIVITÉ TÊTE DE RÉSEAU** - Les actions d'expérimentation, de formation, d'animation et de mise en place outils et de démarches, les missions d'accompagnement et d'expertise sont financées par des subventions de fonctionnement de divers partenaires dont le Fonds Social Européen à qui il est communiqué annuellement un bilan des activités exercées. Les dépenses et les financements liés à ces actions sont intégralement inscrits dans le compte résultat.

**L'ACTIVITÉ DU RÉSEAU** - France Active est signataire de la convention cadre de gestion du fonds de garantie d'Etat, le FOGEFI, avec l'Etat et France Active Garantie. France Active contribue au développement du fonds de garantie par la mobilisation de son réseau dans le cadre de l'activité d'accompagnement des entrepreneurs engagés. A ce titre, elle reçoit des frais d'expertise sous forme de subvention qu'elle reverse intégralement au Fonds de Contribution du Réseau. Ce fonds rétribue les Associations territoriales, membres du réseau France Active, sous forme de barème. Ce barème, mis en place en 2018, rétribue les Associations territoriales en fonction des projets accompagnés et non en fonction des produits mis en place : plus le projet est engagé ou complexe, meilleure est la rémunération.

#### **4.5 Le traitement des dons manuels**

Les dons manuels, sommes d'argent reçues par l'association, sont en produits d'exploitation, l'association recevant régulièrement des dons manuels.

Pour le rattachement de ces produits à l'exercice, la règle de comptabilisation est fonction de la période de réception (dons encaissés – cohérence avec l'émission des reçus fiscaux) ou de la période inscrite dans les conventions de mécénat signées, des accords sur l'octroi des dons.

#### 4.6 Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont des actes par lesquels une personne physique ou morale fournit à titre gratuit à une association, un travail, des biens ou autres services. Les contributions volontaires en nature n'entraînent pas de flux financiers puisqu'elles sont gratuites.

En 2024, France ACTIVE a comptabilisé des contributions volontaires en nature pour un montant total de 22 930 €.

Elles sont relatives à :

- Bénévolat pour un montant de 10 166,65 euros
- Prestations en nature pour un montant de 12 763,58 euros

#### 4.7 Opérations Exceptionnelles

Cf. Tableaux détail produits et charges exceptionnels

## V. AUTRES INFORMATIONS

#### 5.1 Engagements hors bilan

##### ENGAGEMENTS DONNÉS HORS BILAN – ACTIVITÉS DE GARANTIE

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan.

**Pour les lignes de garantie gérées en direct par France Active :** les engagements donnés hors-bilan découlent des conventions de constitution de fonds de garantie dans lesquelles France Active s'est engagée à mobiliser sur ses fonds propres des dotations pour la création de lignes en partenariat avec des relais locaux.

**Pour l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie :** les engagements donnés hors-bilan proviennent des conventions tripartites pour les dotations de lignes de garantie logées chez FAG. En effet, France Active ne verse sa quote-part de dotation que lorsque le partenaire a versé la sienne.

**Pour l'activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I.** France Active a un engagement maximal de 12,5 % du risque global des garanties délivrées par la B.F.C.C. dans la limite de 143 871 € par garantie accordée (COORACE et CNEI).

Il est rappelé que des provisions pour risques et charges sont dotées pour concrétiser les appels en garantie éventuels identifiés au 31/12/2024.

##### ENGAGEMENTS DONNÉS HORS BILAN – CONTRATS D'APPORT :

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan

Ces engagements concernent les droits de tirage alloués aux associations territoriales afin que ces derniers puissent accorder des contrats d'apports sous condition de retour à leur public.

##### ENGAGEMENTS REÇUS HORS BILAN – GARANTIE BANCAIRE AUTONOME À 1ÈRE DEMANDE-CRÉDIT COOPÉRATIF :

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan



Le Crédit Coopératif s'est engagé à verser à première demande du bailleur de France Active toute somme dont ce dernier exigerait pour le paiement d'un montant correspondant qui représenterait au maximum un quart du loyer annuel HT et hors charges.

**ENGAGEMENTS PRIS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉ DE FIN DE CARRIÈRE :**

Le groupement d'employeurs GEFA a calculé au 31 décembre 2024 via la méthode dite du corridor une provision pour Indemnité de Fin de Carrière (IFC) s'élevant dans sa globalité à 84 066 euros. La quote-part de FA sur 2024 pour les engagements pris par le GEFA a été comptabilisée à hauteur de 41 134 euros.

L'IFC résulte du calcul de la probabilité de présence des collaborateurs en CDI au sein du GEFA au moment de leur départ à la retraite. Les éléments pris en compte sont la table de mortalité, le turn-over (moyenne des turn-over des 5 dernières années / Personnes en CDI / sortie à l'initiative du salarié uniquement) et le montant des droits à indemnités.

## **5.2 Commissaires aux comptes**

**HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES :**

Contrôle légal des comptes : 19,8 K€ HT.

**ANNEXES**

Immobilisations

France Active

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 16/04/25  
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	8 974 095		3 031 674
TOTAL immobilisations incorporelles :	8 974 095		3 031 674
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	688 798		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	50 806		839
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	739 604		839
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	7 387 783		2 034 372
Autres titres immobilisés	457		
Prêts et autres immobilisations financières	14 550 350		2 105 647
TOTAL immobilisations financières :	21 938 590		4 140 019
TOTAL GÉNÉRAL	31 652 290		7 172 532

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		2 035 476	9 970 293	
TOTAL immobilisations incorporelles :		2 035 476	9 970 293	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers			688 798	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			51 645	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			740 443	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			9 422 155	
Autres titres immobilisés			457	
Prêts et autres immo. financières		4 127 293	12 307 210	
TOTAL immobilisations financières :		4 127 293	21 729 823	
TOTAL GÉNÉRAL		6 162 770	32 440 558	

Amortissements

France Active

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 16/04/25  
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	5 837 936	1 257 220		7 095 156
TOTAL immobilisations incorporelles :	5 837 936	1 257 220		7 095 156
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	149 176	68 880		218 056
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	39 057	12 069		51 127
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	188 234	80 949		269 183
TOTAL GÉNÉRAL	6 026 170	1 338 169		7 364 338

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			

TOTAL GÉNÉRAL			
---------------	--	--	--

# Immobilisations Financières

France Active

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 16/04/25  
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
TITRES DE PARTICIPATIONS	7 387 783	2 034 372		9 422 155
FAI	4 647 332			4 647 332
FAG	2 717 904	2 034 371		4 752 275
SA REPLIC				
INSERACTION 62	7 622			7 622
SCA	14 925			14 925
Autres Titres immobilisés	457			457
Prêts	20 925			20 925
Autres immobilisations financières	14 529 425	461 457	2 704 597	12 286 285
Prêts d'honneur	179 257			179 257
Dépôts	142 889			142 889
Lignes de gar. chez FAG - Ligne FA				
Lignes de gar. chez FAG - Co-dotations FT	997 142		131 336	865 806
Lignes de gar. chez FAG - St Martin	230 000			230 000
Lignes de gar. chez FAG - PACA				
Lignes de gar. chez FAG - FA MACIF	(2 451)			(2 451)
Lignes de gar. chez FA - FA MACIF	167 025	21 457		188 482
BPS FDG A	(3 636)			(3 636)
Contrats apports alloués par FA via FT	545 797			545 797
Contrats apports alloués par FA ou via FT EU				
Co-dotations de contrats d'apport des FT	2 825 181			2 825 181
Contrats d'apport FT - IDF	2 747 000	60 000		2 807 000
Contrats d'apport ANSP				
Contrats d'apport FA/FT KLESIA				
Contrats d'apport Rhône Alpes Active	5 651 221		1 916 621	3 734 600
Contrats d'apport PRS	1 050 000,00		656 639,50	393 360,50
Contrats d'apport DASESS				
Contrat d'apport FP/Auvergne		300 000,00		300 000,00
CAA FA DOM TOM		80 000,00		80 000,00
	23 621 387	2 495 829	2 704 597	21 729 822

# Provisions

France Active

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 16/04/25  
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	<b>2 254 028</b>	<b>802 926</b>	<b>9 566</b>	<b>3 047 388</b>
Pour Litiges				
Pour reversement de subventions	2 032 176	798 092		2 830 268
Sur opérations de garantie	185 494		9 566	175 928
Pour engagement pris par le GEFA	36 358	4 834		41 192
Dépréciations	<b>2 545 983</b>		<b>134 633</b>	<b>2 411 349</b>
Des immos incorporelles				
Des immos corporelles				
Des titres de participation				
Des autres immos Fi avec dotation	609 917		134 633	475 284
Des autres immos Fi avec reprise des Fonds Associatifs	1 936 066			1 936 066
Des autres créances				
Autres dépréciations				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 800 011</b>	<b>802 926</b>	<b>144 200</b>	<b>5 458 738</b>
Dont dotations :				
D'exploitation	36 358	4 834		41 192
Financières	4 763 653	798 092	144 200	5 417 545
Exceptionnelles				

État des Échéances des Créances et Dettes

France Active

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 16/04/25  
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	20 925		20 925
Autres immobilisations financières	12 286 285		12 286 285
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>	<b>12 307 210</b>		<b>12 307 210</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	782 010	782 010	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	273 584	273 584	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	7 394 057	7 394 057	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	5 734 598	5 734 598	
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>14 184 250</b>	<b>14 184 250</b>	
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	337 869	337 869	

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>26 767 403</b>	<b>14 460 193</b>	<b>12 307 210</b>
----------------------	-------------------	-------------------	-------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	1 300 340		1 300 340	
Emprunts et dettes financières divers	395 788		395 788	
Fournisseurs et comptes rattachés	632 625	632 625		
Personnel et comptes rattachés	14	14		
Sécurité sociale et autres organismes				
Impôts sur les bénéfices	53 291	53 291		
Taxe sur la valeur ajoutée	344 263	344 263		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 843	2 843		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	5 752 806	5 752 806		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 936 544	3 936 544		

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12 418 514</b>	<b>10 722 386</b>	<b>1 696 128</b>	
----------------------	-------------------	-------------------	------------------	--

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/24		ANNEXE
Détail des dettes et charges à payer		
	Exercice 2024	Exercice 2023
Fournisseurs	590 493,71	219 856,57
Fournisseurs - factures non parvenues	42 130,89	47 551,02
Dettes fiscales et sociales	<b>400 411,75</b>	<b>213 820,86</b>
- dettes salariales (notes de frais)		
- Etat IS/TVA/CVAE/CFE	400 411,75	213 820,86
- FSE	-	-
Autres dettes	<b>5 742 673,02</b>	<b>11 231 479,48</b>
- barème FCAR à verser aux FT	949 791,00	607 653,00
- subventions FINES à verser aux FT	7 500,00	7 500,00
- subventions fonds de confiance à verser	-	-
- subventions expertises TPE	5 250,00	5 250,00
- aides remboursables FIDESS à reverser		
- Remboursements subventions non utilisées		
- dettes sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / SIFA / FAFI)	42 000,00	1 988 649,03
- Billet à ordre / NATIXIS et autres		1 021 590,90
- autres dettes	4 748 265	7 600 836,55
<b>TOTAUX</b>	<b>6 785 842,35</b>	<b>11 712 707,93</b>



FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2024		ANNEXE
Détail des créances et des produits à recevoir		
	Exercice 2024	Exercice 2023
Usagers et comptes rattachés	<b>42 000,00</b>	<b>2 667 786,15</b>
- factures à établir	42 000,00	2 667 786,15
Autres créances	<b>12 746 809,75</b>	<b>14 405 729,54</b>
- subventions à recevoir (FSE / DGCS / CDC ...)	7 394 057,01	9 109 636,69
- produits à recevoir (FCS - Frais expertise)	2 634 388,63	2 781 444,00
- rémunérations sur les produits solidaires (FCP IE / FCP IEE / FCP IES)	-	-
- créances sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / FAI / FAFI)	-	83 877,83
- dons à recevoir	-	-
- autres créances	570 547,46	576 906,00
- avoir à recevoir	-	-
- autres créances FCAR	2 100 000,00	1 800 000,00
- Avances et acomptes sur commandes	47 816,65	53 865,02
TOTAUX	<b>12 788 809,75</b>	<b>17 073 515,69</b>

Charges et Produits Constatés d'Avance

France Active

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 16/04/25  
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	337 869	3 936 544
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	337 869	3 936 544

Fonds associatifs et autres fonds

France Active

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 16/04/25  
Devise d'édition EURO

Tableau de variation des fonds associatifs et autres fonds

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Fonds Associatifs sans droit de reprise	3 702 098			3 702 098
Réserves	9 414 518	209 827		9 624 346
Report à nouveau	4 990 776	206 137		5 196 912
Résultat de l'exercice	415 964	232 439	415 964	232 439
Fonds Associatifs avec droit de reprise	19 767 635	60 698	39 340	19 789 093
Ecart de réévaluation	17 031			17 031
Total Fonds Associatifs	38 308 023	709 101	455 304	38 561 919

Détails des fonds associatifs sans droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Dévolution de l'Association SCAFEM	129 582			129 582
Dévolution de l'Association SOCAUMAD	304 898			304 898
Dévolution de l'Association SOCAUMEUBLE	22 867			22 867
Apport CDC pour Fonds de Trésor	305 000			305 000
Fonds pour Aug. de capital FAI (dons)	1 577 751			1 577 751
Apport CDC pour redot. des fds territoriaux	532 000			532 000
Apport CAP JEUNES				
Apport Fds Innovation	830 000			830 000
Total Fonds Associatifs SDR	3 702 098			3 702 098

## Fonds associatifs et autres fonds

France Active

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
 Edition du 16/04/25  
 Devise d'édition EURO

## Détails des réserves affectées

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Réserve contribution à l'action du réseau	717 620	209 827		927 447,68
Réserve pour risque sur l'emploi	1 280 000			1 280 000
Réserve pour garanties accordées	3 200 000			3 200 000
Réserve pour fonds de roulement	2 400 000			2 400 000
Réserve pour désengag contractuel	1 000 000			1 000 000
Fonds de réserve spécifique "Postes Fines"	312 000			312 000
Réserve facultative	504 898			504 898
Report à nouveau	4 990 776	206 137		5 196 912
<b>Total Réserves affectées</b>	<b>14 094 494</b>	<b>516 874</b>		<b>14 104 822</b>

## Détails des fonds associatifs avec droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Apport CDC	2 000 000			2 000 000
Apport IPCA	150 000			150 000
Apports PRS - Fond. France, MACIF, BNPP	7 765 450			7 765 450
Fds pour aug. capital FAI (Apports / Subv)	2 286 738			2 286 738
Fds pour Lignes de Garantie MACIF	301 031	60 698	39 340	322 489
Fds pour Lignes de Garantie ANSP	22 964			22 964
Fds de Contrats d'apport CDC	7 193 980			7 193 980
Fds de Contrats d'apport CDC - EJ				
Fds de Contrats d'apport IDF - codotations	2 770 000			2 770 000
Fds de Contrats d'apport RA				
Fds de Contrats d'apport ANSP				
Fds pour Lignes de Garantie BPS				
Avance Trésorerie FT	200 000			200 000
Apport KLESIA				
Apport FAPE EDF				
<b>Total Fonds Associatifs ADR</b>	<b>22 690 433</b>			<b>22 711 621</b>
Conso Fds Contrats apport CDC	(1 226 956)			(1 226 956)
Conso Fds Contrats apport CDC - EJ				
Conso Fds Contrats apport IDF	(105 843)			(105 843)
Conso Fds Contrats apport RA	(1 585 342)			(1 585 342)
Conso Fds Contrats apport ANSP	(4 386)			(4 386)
<b>Total Consommation Fonds</b>	<b>(2 922 527)</b>			<b>(2 922 527)</b>

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE

		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)								
Contributions financières d'autres organismes (1)								
Ressources liées à la générosité du public (1)								
	TOTAL							

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

FRANCE ACTIVE	COMPTEs ANNUELS AU 31/12/2024	ANNEXE
---------------	-------------------------------	--------

Subventions d'investissements				
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Subvention d'investissement DGEFP	512 519		98 700	413 818,66
TOTAL Montant nominal			98 700	
TOTAL Quotes-parts virées au résultat				



FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2024		ANNEXE
Etat des principales ressources d'exploitation de l'association		
	Exercice 2024	Exercice 2023
Cotisations des membres	21 050,00	27 540,00
Dons manuels	775 733,24	761 521,28
FCP Partage	75 733,24	61 521,28
MIROVA	700 000,00	700 000,00
Contributions et soutiens affectés	2 194 860,20	2 214 461,45
CAP JEUNES NATIONALE	0,00	0,00
CAP JEUNES FAPE	-48 300,00	0,00
Fonds de confiance	0,00	0,00
FCAR - Fonds de Contribution au Réseau	2 100 000,00	1 800 000,00
ZRR	0,00	166 000,00
Place de l'émurgence	143 160,20	0,00
Pacte création jeunes	0,00	0,00
PRS	0,00	0,00
DASESS	0,00	0,00
Subventions publiques - Etat	4 754 583,35	5 699 590,97
DGEFP	672 322,00	1 236 000,00
DGCS	40 000,00	0,00
MINEFI	300 000,00	474 000,00
DEETS	0,00	64 000,00
FCS	1 436 183,00	1 569 500,00
CRDLA	235 000,00	278 995,99
MAYOTTE	90 000,00	79 150,68
CGET	0,00	0,00
MOM	394 520,55	180 000,00
CNAV	39 802,63	166 666,67
HCESSIS	0,00	0,00
Prefecture de GUYANE	0,00	0,00
Collectivité territoriale de Guyane	0,00	33 698,63
Ministère de la Jeunesse et des sports	0,00	0,00
CANGT	0,00	20 000,00
Région Occitanie	0,00	0,00
ETAT	1 546 755,17	1 424 704,00
Conseil régional de Guadeloupe	0,00	172 875,00
CACL	0,00	0,00
Subventions publiques - Entreprises publiques	3 631 882,78	3 023 000,00
CDC	1 781 882,78	1 173 000,00
AFE	0,00	0,00
FCT	1 850 000,00	1 850 000,00
ANCT	0,00	0,00
FA MPA		
Subventions Entreprises et organismes privés	756 608,65	584 267,60
Fondation CARREFOUR	0,00	48 958,00
Fondation DUVAL	3 300,00	0,00
Fondation EDF	1 184,21	0,00
Fondation MACIF	120 000,00	174 850,00
Fondation ENGIE	45 000,00	0,00
Maif Solfi	94 780,22	0,00
BNP	100 000,00	100 000,00
CAP'JEUNE (gestion dossier)	0,00	0,00
FAPE EDF	278 559,03	78 118,35
A2I	0,00	0,00
KLESIA	0,00	12 841,25
OCVIA	0,00	0,00
Fondation AVRIL	0,00	0,00
AGESICA	0,00	0,00
MALAKOFF MEDERIC	0,00	0,00
HUMANIS	0,00	0,00
ZRR	0,00	0,00
MACIF SGAM	0,00	166 000,00
MAIF	113 785,19	3 500,00
Fondation de France	0,00	0,00
Danone	0,00	0,00
BDF	0,00	0,00
CCOP	0,00	0,00
AG2R	0,00	0,00
Subventions publiques -Europe	1 451 738,57	1 170 220,15
Fonds Social Européen	1 451 738,57	1 170 220,15
Vises		
Produits divers	2 616 666,16	2 652 126,29
Dont refacturations frais locatifs	812 971,56	692 543,85
Dont refacturations frais de structures	1 270 836,20	1 216 035,25
Redevance SI (FAG,FAI)	416 327,24	395 000,00
Prestations de service, dont formation	17 830,96	80 009,36
Prestations de service Humanis	0,00	0,00
Prestations de service Natixis Investment Managers International	0,00	136 000,00
Ports et autres produits des activités annexes	0,00	0,00
Refacturation honoraires	0,00	0,00
Refacturation voyages et déplacements	0,00	0,00
Subvention d'investissement	98 700,20	132 537,83
Produits de gestion courante	0,00	0,00
TOTAUX	16 203 122,95	16 132 727,74



FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2024		ANNEXE
Subventions accordées - Outils d'intervention ES / FIDESS		
Subventions accordées par France Active	Exercice 2024	Exercice 2023
Subventions accordées et affectées au programme d'actions ES		
Subventions accordées et affectées au programme d'actions FDC		
Subventions accordées autres	1 215 389,00	1 907 442,00
Subventions accordées et affectées au programme d'actions TPE		
TOTAUX	1 215 389,00	1 907 442,00

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2024		ANNEXE
Engagements hors bilan		
Engagements donnés au 31/12/2024		Montant
Avals, cautions et garanties		143 871,00
Activité de garantie gérée en direct par France Active		
Activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie		
Activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I.		143 871,00
Engagements de crédit-bail mobilier		0,00
Engagements de crédit-bail immobilier		0,00
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés		41 192,43
<input checked="" type="checkbox"/> ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges		
<input type="checkbox"/> ce montant est comptabilisé en partie pour :		
<input type="checkbox"/> ce montant n'est pas comptabilisé		
Autres engagements donnés		0,00
Droits de tirage alloués aux fonds territoriaux sur contrats d'apport		0,00
Engagements reçus au 31/12/2024		Montant
Avals, cautions et garanties		91 500,00
Garantie bancaire à 1ère demande du Crédit Coopératif pour règlement Loyers		91 500,00
Autres engagements reçus		0,00
Contre-garantie BPI sur l'activité de garantie gérée en direct par France Active		
Contre-garantie sur l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie		